



Conseil économique et social

Distr. générale
7 novembre 2013
Français
Original : anglais

**Comité chargé des organisations
non gouvernementales**
Session ordinaire de 2014
21-30 janvier et 7 février 2014

**Rapports quadriennaux pour la période 2009-2012
présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général, en
application de la résolution 1996/31, par les organisations
non gouvernementales dotées du statut consultatif
auprès du Conseil économique et social**

Note du Secrétaire général

Additif

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Foundation for the Refugee Education Trust.	3
2. Friends of Africa International.	4
3. Fundación de Ayuda y Promoción de las Culturas Indígenas Rosa Collelldevall	6
4. Fundación Intervida.	7
5. General Conference of Seventh Day Adventists.	9
6. Gherush92 : Committee for Human Rights.	10
7. Girls Learn International.	12
8. Girls' Power Initiative.	14
9. Global Environmental Action.	15
10. Global Helping to Advance Women and Children	17
11. Global Rights.	18



12. Global Volunteer Network Foundation	20
13. Réseau global Action jeunesse	21
14. Conseil grec des réfugiés	23
15. Conseil d’archevêché orthodoxe grec d’Amérique du Nord et du Sud	25

1. Foundation for the Refugee Education Trust

Statut consultatif spécial : 2005

Introduction

La Foundation for the Refugee Education Trust a été créée en 2000 par Sadako Ogata, qui était alors Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés. Elle a pour mission d'aider les communautés à combler, au sens le plus large du terme, les besoins éducatifs des jeunes rendus vulnérables du fait de déplacements, de violences, d'un conflit armé ou de catastrophes naturelles.

Objectifs et mission

L'organisation propose un éventail de programmes traditionnels et non traditionnels dans les domaines suivants : enseignement postprimaire; enseignement secondaire; autonomisation et formation professionnelle dans des créneaux porteurs; formation des enseignants; enseignement des compétences pratiques; problématique hommes-femmes; besoins psychosociaux; droits de l'homme; éducation pour la paix; prévention et atténuation des conflits; et solutions aux autres problèmes de développement communautaire. Elle favorise l'accès à l'emploi et au développement économique, mais aussi à l'enseignement supérieur traditionnel.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation fait partie du Global Education Cluster, dans lequel des organisations humanitaires et des organismes des Nations Unies s'associent pour améliorer l'efficacité du système d'intervention humanitaire mondial. Elle y codirige le groupe thématique chargé de l'adolescence et de la jeunesse. En collaboration avec la Banque mondiale, l'organisation a co-présidé le comité directeur du Réseau inter-agences pour l'éducation en situations d'urgence, réseau essentiel de professionnels mondiaux du système des Nations Unies et d'institutions travaillant ensemble pour veiller à ce que toutes les personnes aient droit à une éducation de qualité en toute sécurité dans les situations d'urgence. Elle a signé des mémorandums d'accord avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Elle a participé à la Foire de l'innovation organisée à Genève par le Conseil économique et social du 4 au 7 juillet 2011.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'Organisation a participé aux réunions suivantes organisées par les Nations Unies : réunions du Comité exécutif du HCR, Genève, 2009-2012; Forum pour la coopération en matière de développement organisé par le Conseil économique et social, 2010; et dialogue du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, Genève, 2009-2012.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Projets avec le HCR : projet en faveur des étudiants burundais exilés en 1972, Burundi, 2009-2011; éducation pour la paix dans les camps, Burundi, 2011 et 2012; bourses du HCR et de l'Initiative allemande (Albert Einstein) pour les réfugiés universitaires au Burundi, 2011 et 2012 et au Tchad, 2012; politiques éducatives dans le département de Putumayo (Colombie), 2009.

En collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) : projets d'éducation dans les communes de Rumonge (Bururi), Mabanda, Kibago et Lake Nyanza (Makamba) (Burundi), 2012.

En collaboration avec l'UNICEF : programme destiné aux jeunes à haut risque, Colombie, 2008-2009; autonomisation des secrétaires d'État à l'éducation à Narino Putumayo (Colombie), 2009-2010; programme destiné aux enfants et aux jeunes exposés à la violence dans les municipalités de Mocoa, Puerto Asis et San Miguel du département de Putumayo (Colombie), 2009-2010; éducation pour les adolescents déplacés du fait du séisme, Haïti, 2011; programme d'appui de l'UNICEF au Gouvernement panaméen, Panama, 2011-2013; réduction du risque de catastrophe, l'accent étant mis sur les enfants et les jeunes, Colombie, Costa Rica, Équateur, Haïti, Panama et Venezuela, 2012-2013.

En collaboration avec le Bureau de la coordination des affaires humanitaires du Secrétariat : appui en faveur d'une intervention visant à éduquer et à protéger les enfants touchés par les inondations à Florence, dans le département de Caquetá (Colombie), 2010-2011; mesures éducatives, protection de l'enfance et soutien psychosocial en ce qui concerne la catastrophe causée par les inondations à Campo de la Cruz, Manatí, département d'Atlántico (Colombie), 2011; contribution à la réinsertion sociale des adolescents et des jeunes déplacés du fait du séisme, Haïti, 2011-2012.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation appuie résolument les objectifs du Millénaire pour le développement (en particulier l'objectif 2) dans le cadre des activités décrites ci-dessus. Elle participe en outre à la mise au point de méthodes d'administration des connaissances et de projets qui contribuent à faire avancer la réalisation de ces objectifs.

2. Friends of Africa International

Statut consultatif spécial : 2009

Introduction

Friends of Africa International s'emploie à promouvoir les droits de l'homme, la justice sociale, la démocratie et la bonne gouvernance en Afrique en proposant aux institutions régionales et internationales des conseils sur les politiques de recherche, des activités de sensibilisation et de formation et des ressources.

Objectifs et mission

L'organisation s'est fixée les objectifs suivants : combler le fossé séparant les institutions publiques et la société civile en promouvant la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels; appuyer l'organisation d'élections crédibles et efficaces grâce à ses programmes d'éducation civique; et mobiliser la jeunesse grâce à son forum panafricain annuel sur les jeunes dirigeants. Ce forum offre aux jeunes l'occasion de discuter avec les dirigeants et les décideurs et de leur présenter des recommandations sur la manière d'aborder les problèmes de l'Afrique. Il encourage en outre les jeunes à s'intéresser et à participer à des initiatives de développement. L'organisation effectue par ailleurs des missions d'établissement des faits et des projets visant à aider les pays qui se reconstruisent à l'issue d'un conflit. Cela lui permet de faire des recommandations en s'appuyant sur les discussions menées avec les fonctionnaires et d'autres responsables et membres des communautés. Les projets qu'elle réalise aident les groupes de la société civile à bien comprendre les divers aspects des droits l'homme et à s'en servir pour s'occuper efficacement des problèmes majeurs auxquels leur communauté est confrontée.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation contribue aux activités de l'Organisation des Nations Unies grâce à la formation et aux ateliers qu'elle organise dans les régions sortant d'un conflit. À titre d'exemple, en 2009, elle a organisé une formation sur l'éducation civique, la sensibilité aux élections et les moyens non violents de réaliser les élections au Soudan. Elle a observé les élections de 2010 au Soudan. Elle a assisté à l'application de l'autodétermination au Sud-Soudan et continue de suivre la situation à Abyei et dans les États du Kordofan méridional et du Nil bleu.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Pendant la période considérée, l'organisation a participé aux sessions de la Commission de la condition de la femme en organisant des manifestations parallèles avec d'autres organisations de la société civile et en enregistrant des organisations non dotées du statut consultatif pour leur permettre d'assister et de participer. Elle a présenté une déclaration intitulée « Tenir nos promesses pour les générations futures : réaliser l'égalité entre les sexes dans le contexte d'une crise économique mondiale » dans le cadre de l'examen ministériel annuel du Conseil économique et social sur le thème : « Mise en œuvre des objectifs arrêtés et des engagements pris sur le plan international en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation de la femme » qui a eu lieu à New York, du 28 juin au 1^{er} juillet 2010.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune coopération n'a été signalée.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation propose une formation sur la problématique hommes-femmes et la sensibilisation politique visant la pleine et égale participation des femmes au gouvernement, conformément à l'objectif 3 du Millénaire pour le développement. Elle entreprend des travaux de recherche sur le VIH/sida et les questions d'orientation qui s'y rapportent, ainsi que sur les obstacles qui empêchent la réalisation efficace des programmes, notamment la faiblesse des infrastructures et l'absence d'une volonté politique dans le sens de la réalisation de l'objectif 6.

3. Fundación de Ayuda y Promoción de las Culturas Indígenas Rosa Collelldevall

Statut consultatif spécial : 2009

Introduction

La Fundación de Ayuda y Promoción de las Culturas Indígenas Rosa Collelldevall a pour mission de promouvoir, de développer, d'appuyer et d'encourager la réalisation d'études et de travaux de recherche sur les activités et les traditions socioculturelles des peuples autochtones, ainsi que la diffusion de ces études et travaux dans le cadre de publications et par d'autres moyens. L'organisation aide les peuples autochtones à créer des liens interculturels, à mieux se développer et à améliorer leur qualité de vie.

Objectifs et mission

Outre l'appui à la recherche concernant les cultures autochtones, l'organisation mène les activités suivantes : elle organise des séminaires, des expositions, des concerts, des colloques et des conférences, notamment; parraine des manifestations culturelles, sociales et scientifiques associées aux peuples autochtones; et collabore avec des tiers, des institutions et des organisations pour diffuser des informations sur les cultures autochtones.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

En octobre 2011, l'organisation a tenu « Cosmovisión 2011 », une réunion publique organisée à Genève en collaboration avec le Groupe de liaison avec les organisations non gouvernementales de l'Office des Nations Unies à Genève et d'autres organisations non gouvernementales (ONG) dotées du statut consultatif, afin d'examiner et de proposer de nouveaux moyens d'action en ce qui concerne les populations autochtones. L'organisation a participé à la septième réunion du Conseil mondial du Projet José Martí de solidarité mondiale, qui s'est tenue à Quito, en juin 2012. Ce projet, appuyé par l'UNESCO, vise à promouvoir et à diffuser l'étude et la reconnaissance internationale de la pensée politique de l'Amérique latine et des Caraïbes comme une autre possibilité d'envisager les origines des processus révolutionnaires et progressistes actuels de la région. En 2012, l'organisation a

soumis une contribution écrite au Conseil des droits de l'homme à l'occasion de l'examen périodique universel de Cuba.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune participation n'a été signalée.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a participé à la vingt et unième session du Conseil des droits de l'homme qui s'est tenue à Genève en 2012. À la session de fond de 2012 du Conseil économique et social, à New York, elle a présenté une déclaration écrite sur la gestion sociale des eaux et de l'environnement en tant que mécanisme d'élimination de la pauvreté au Pérou.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

En 2009, l'organisation a commencé à élaborer un programme comportant diverses activités relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement et aux droits de l'homme destiné essentiellement aux peuples autochtones. Le programme vise à promouvoir la culture et les traditions autochtones et à permettre aux autochtones de faire entendre leur voix dans la société. L'organisation a également contribué à la réalisation des objectifs à Cuba et au Pérou en apportant une aide humanitaire à 4 000 personnes, grâce notamment à la distribution de chaussures, de matériel éducatif, de livres notamment, de jouets, de vêtements et de matériel chirurgical pour les besoins de la santé des femmes.

4. Fundación Intervida

Statut consultatif spécial : 2001

Introduction

Créée en 1994, Fundación Intervida est une organisation non gouvernementale internationale de développement qui œuvre avec les collectivités locales afin de promouvoir un changement social durable. Elle y parvient en améliorant les conditions de vie des populations vulnérables, surtout des enfants et des adolescents, en s'attaquant aux causes de la pauvreté et de l'inégalité et en appuyant des partenaires locaux.

Objectifs et mission

Les activités de l'organisation se concentrent dans deux principaux domaines : l'éducation et la santé. En outre, l'organisation promeut la prise de conscience et la responsabilité sociale en expliquant à la société civile les causes et les conséquences de la pauvreté et de l'inégalité chez les enfants et les autres groupes vulnérables. La protection des enfants contre toutes les formes de violence est le principe directeur de l'intervention de l'organisation.

Changements à signaler

Les statuts de l'organisation ont été modifiés et adaptés le 19 octobre 2012. Le 14 novembre, le Département du droit et des entités juridiques de la Generalitat (Gouvernement autonome) de Catalogne a approuvé les nouveaux statuts qui ont été déposés dans le registre des fondations de la Generalitat. Parallèlement, un nouveau conseil d'administration a été désigné auquel deux membres ont été ajoutés le 24 décembre. Pendant la période considérée, l'organisation a rédigé son plan stratégique pour 2010-2014. L'organisation est affiliée à la Charte de responsabilité des organisations non gouvernementales internationales depuis décembre 2011.

Contribution à des activités des Nations Unies

Le plan stratégique 2010-2014 de l'organisation adopte l'approche et les priorités établies par le programme des Nations Unies en matière de développement. L'organisation a participé à la session de fond de 2011 du Conseil économique et social sur le thème « Mise en œuvre des objectifs arrêtés et des engagements pris sur le plan international en matière d'éducation ». Elle a participé également à l'enquête mondiale sur les progrès accomplis dans la lutte contre la violence à l'encontre des enfants, initiative mondiale réalisée sous le parrainage de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question de la violence à l'encontre des enfants, au Bangladesh et en El Salvador, en 2012. L'organisation a en outre organisé, en collaboration avec le Mouvement mondial en faveur des enfants, la conférence mondiale sur la protection et le soutien des enfants en déplacement, qui s'est tenue à Barcelone (Espagne) en 2010.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé à deux sessions du Conseil des droits de l'homme et présenté des déclarations écrites en 2012, à Genève. Elle a également participé au débat de haut niveau du Conseil économique et social à Genève, en 2011; à la réunion de suivi régional de l'Étude des Nations Unies sur la violence à l'encontre des enfants à Saint-Domingue, en décembre 2011; aux réunions des organisations de la société civile tenues dans le cadre de la Campagne Objectifs du Millénaire en Espagne, en septembre et octobre 2012; et à la réunion des ONG sur les objectifs de développement durable pour l'après 2015 organisée par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) à Genève, en décembre 2012.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a signé des accords de collaboration en vue de la réalisation de projets de développement avec les entités suivantes des Nations Unies : UNESCO, Bolivie; Programme alimentaire mondial, El Salvador; HCR, Équateur; Organisation mondiale de la Santé (OMS), Inde; Organisation internationale du Travail, Sénégal; UNICEF, Nicaragua et Pakistan; Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, Palestine; Bureau de la coordination des affaires humanitaires, province de Ségou (Mali).

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Cible 1.A : 63 projets de développement économique pour former 151 491 personnes jeunes et adultes et 208 associations locales groupes

communautaires et coopératives de producteurs en matière de création de revenus; cible 1.C : 64 projets sur la sécurité alimentaire, le soutien nutritionnel et la diversification des cultures en faveur de 207 123 enfants et familles; objectif 2 : 124 projets destinés à améliorer les systèmes d'éducation, l'accès à l'école primaire et la qualité de l'enseignement, compte tenu des spécificités de chaque sexe, en faveur de 1 836 038 enfants, 40 564 enseignants, 234 048 parents et 7 548 écoles; 1 203 bourses d'études secondaires pour les filles (en 2012); objectif 3 : 76 projets pour promouvoir le développement socioéconomique de 86 069 femmes et 112 coopératives de femmes; objectif 4 : 44 projets pour réduire le taux de mortalité parmi 389 335 enfants âgés de moins de 5 ans; objectif 5 : 36 projets de soins de santé maternelle et infantile en faveur de 596 203 mères et nouveau-nés et 296 comités de santé; objectif 7 : 44 programmes de gestion de l'environnement et 3 884 systèmes de gestion de l'environnement, de traitement des eaux, de sanitaires pour les écoles et la collectivité en faveur de 137 952 enfants, adolescents et adultes et 768 associations locales et groupes d'écoles. En tout, pendant la période considérée, l'organisation a apporté une assistance directe à 2 670 056 personnes – 2 188 772 enfants et adolescents et 481 284 adultes – dans 15 pays. Elle a aidé 119 256 autres personnes dans le cadre des activités qu'elle a menées avec ses partenaires dans sept autres pays.

5. General Conference of Seventh Day Adventists

Statut consultatif spécial : 1985

Introduction

La Conférence générale des Adventistes du septième jour est l'organe directeur mondial de l'Église adventiste du septième jour, organisation chrétienne qui préconise une vie meilleure, spirituelle et physique, tant personnelle que collective.

Objectifs et mission

Opérant dans 201 pays, l'organisation cherche avant tout à réaliser le plein développement de ses membres et de la société en général. D'après les statistiques disponibles en 2012, l'organisation compte 17 592 397 membres dans le monde entier; si l'on ajoute les enfants et autres fidèles non baptisés, le nombre des croyants est d'environ 30 millions. L'organisation possède et dirige 7 883 établissements d'enseignement (écoles et universités) et 764 institutions de soins (hôpitaux, cliniques, orphelinats et autres services de santé) dans le monde. Ses valeurs et principes trouvent leur expression dans une vaste gamme d'activités qui correspondent aux objectifs des Nations Unies : santé, éducation, aide humanitaire, formation des jeunes, questions féminines, développement de l'enfant, liberté religieuse et promotion des droits de l'homme.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

La Conférence générale des Adventistes du septième jour planifie des projets communs avec l'International Religious Liberty Association afin de promouvoir la

liberté de religion qui fait partie de ses activités. Le représentant de la Conférence générale auprès de l'Organisation des Nations Unies est chargé du programme de la réunion annuelle d'experts sur la liberté de religion qui a lieu dans l'une des universités laïques d'une grande métropole, chaque année dans un continent différent. La Conférence générale organise des séances de consultation dans ses 13 divisions régionales afin d'apprendre à ses membres et à la société à promouvoir une culture des droits de l'homme qui soutient et défend la dignité et les droits de tous les peuples.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

La Conférence générale des Adventistes du septième jour a participé aux grandes conférences et réunions suivantes des Nations Unies : sessions du Conseil des droits de l'homme; sessions du Comité des droits de l'homme tenues à Genève et à New York de 2009 à 2012; réunions de la Troisième Commission; sessions de l'Assemblée générale; et sessions annuelles de la Commission de la condition de la femme tenues à New York, de 2010 à 2012.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Le bureau de la Conférence générale des Adventistes du septième jour diffuse des documents des Nations Unies par les voies de communication dont dispose le Bureau de liaison des Nations Unies. Étant donné le vif intérêt qu'elle accorde à la liberté de religion et aux droits de l'homme, la Conférence générale coopère en particulier avec les mécanismes de protection et de défense de cette liberté. À cette fin, elle fournit des renseignements sur les points préoccupants et des documents de recherche à l'ONU, notamment au Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction, avec lequel elle collabore étroitement et dont l'une des contributions a été publiée récemment dans le journal *Fides et Libertas*.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

La Conférence générale des Adventistes du septième jour affirme, développe et enseigne activement les principes de liberté de religion et de liberté de conscience consignés dans les documents pertinents des Nations Unies dont notamment l'article 18 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, l'article 18 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et la Déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction. Elle a lancé une campagne de sensibilisation mondiale intitulée « End it now » afin que cesse la violence à l'égard des femmes et des filles dans le monde entier.

6. Gherush92 : Committee for Human Rights

Statut consultatif spécial : 2009

Introduction

Gherush92 : Committee for Human Rights est une organisation scientifique indépendante à but non lucratif qui a été créée par une équipe de chercheurs et de professionnels pour produire des recherches, des études, des publications et des

projets dans le but de promouvoir tout ce qui touche à la diversité culturelle et à la lutte contre le racisme et la pauvreté.

Objectifs et mission

L'organisation a pour activité fondamentale la recherche de solutions au racisme et à la discrimination. Elle s'emploie aussi à étudier les aspects culturels des conflits afin d'élaborer des programmes et des solutions. Elle est en train d'élaborer des projets visant à éradiquer les formes contemporaines de racisme telles que l'antisémitisme et l'islamophobie, afin de contribuer à la mise en œuvre de la base informative de projets de cybergouvernance et de renforcement des capacités destinés aux personnes qui n'ont pas accès aux technologies numériques et aux personnes handicapées.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a axé ses activités sur les questions suivantes : lutte contre le racisme, l'antisémitisme, l'antiromanisme et l'islamophobie; règlement des conflits; promotion des droits des peuples autochtones et du savoir traditionnel; lutte en faveur de la viabilité environnementale; lutte contre la pauvreté; promotion des droits des animaux; promotion de la bioéconomie; et prévention de la désertification.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé aux manifestations suivantes : Conférence des Nations Unies sur le développement durable (y compris les manifestations préparatoires), tenue à Rio de Janeiro (Brésil), en juin 2012, où elle a organisé une réunion parallèle en collaboration avec la Cooperativa Tecnico Scientifica di Base sur le thème « Bioeconomy and development : beyond the crisis, a new world » (bioéconomie et développement : au-delà de la crise, un nouveau monde), le 19 juin 2012; seizième et dix-septième sessions du Conseil des droits de l'homme, tenues à Genève, en 2011; trente-deuxième et trente-quatrième sessions des organes subsidiaires de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, tenues à Bonn (Allemagne), du 31 mai au 9 juin 2010 et du 6 au 17 juin 2011, respectivement; et Conférence d'examen de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Durban, tenue à Genève, du 20 au 24 avril 2009.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a contribué aux travaux des organismes des Nations Unies en participant aux sessions du Conseil des droits de l'homme, à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, à la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques et à la Journée mondiale de l'alimentation. Dans ce contexte, l'organisation s'est réunie avec des personnalités venant du milieu culturel, diplomatique et institutionnel d'autres ONG, d'entités des Nations Unies et de pays.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Les activités susmentionnées appuient les objectifs 1, 4, 7 et 8 du Millénaire pour le développement. En outre, les initiatives suivantes favorisent, elles aussi, la réalisation des objectifs : un projet international sur le thème « Judaism and Islam : rules for a new golden age » (judaïsme et islam : des règles pour un nouvel âge doré), en mai 2012; et une campagne internationale pour mettre fin à l'interdiction de l'abattage des animaux prévue par les lois islamiques et juives, en juillet 2011.

Renseignements complémentaires

En juin 2012, l'organisation a lancé une campagne internationale pour que la Comédie divine soit retirée des programmes scolaires car le texte de cette épopée de Dante est discriminatoire et comporte des parties qui choquent les juifs, les musulmans et les homosexuels et doivent être entièrement expliqués.

7. Girls Learn International

Statut consultatif spécial : 2009

Introduction

Girls Learn International a 110 sections dans les collèges et lycées des États-Unis et travaille avec 57 écoles partenaires dans 10 pays. Les écoles partenaires se situent en Afghanistan, au Bangladesh, au Cambodge, au Ghana, en Inde, au Kenya, au Népal, en Ouganda, au Pakistan, en République-Unie de Tanzanie et au Viet Nam.

Objectifs et mission

Les sections de l'organisation sont des clubs d'apprentissage par le service dans des collèges et des lycées publics et privés aux États-Unis. Les élèves apprennent et sensibilisent les autres au sujet de la relation entre l'accès des filles à l'éducation et la pauvreté, le mariage précoce, la traite, la violence et les pratiques discriminatoires. À l'échelle internationale, l'organisation aide à assurer aux filles l'accès à un enseignement de qualité et facilite la communication entre les élèves aux États-Unis et ceux qui sont dans les écoles partenaires. Des fonds sont récoltés pour financer les études des filles dans les écoles partenaires, y compris les frais de scolarité et l'achat des fournitures scolaires. Les écoles partenaires sont soit des établissements publics soit des établissements dirigés par une ONG. Les objectifs de l'organisation sont restés les mêmes depuis qu'elle a acquis le statut consultatif auprès du Conseil économique et social.

Changements à signaler

En juillet 2011, l'organisation est devenue un programme majeur de la Feminist Majority Foundation, organisation à but non lucratif ayant des bureaux à Arlington, en Virginie, et à Los Angeles, en Californie (États-Unis). Depuis, le nombre de sections est passé de 55 à 110 et les activités et l'efficacité de l'organisation ont beaucoup augmenté.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation enseigne les droits de l'homme conformément à la Déclaration des Nations Unies sur l'éducation et la formation aux droits de l'homme, adoptée par le Conseil des droits de l'homme en 2011, et renseigne les élèves sur le travail des Nations Unies, en particulier sur les programmes et activités relatifs aux droits des femmes et des filles, et collabore étroitement avec les principales coalitions d'ONG comme le Groupe de travail des ONG sur la situation des petites filles et la Coalition for Adolescent Girls.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a donné à des filles et des adultes l'occasion de la représenter aux réunions suivantes du Conseil économique et social : cinquante-quatrième à cinquante-sixième sessions de la Commission de la condition de la femme, New York, 2010-2012; et audiences interactives informelles de l'Assemblée générale avec les ONG, New York, 2010. L'organisation a présenté des déclarations écrites de la cinquante-quatrième à la cinquante-sixième session de la Commission. À la cinquante-cinquième session, en 2011, une dirigeante de groupe d'élèves a fait une déclaration orale au nom du Groupe de travail des ONG sur la situation des petites filles.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Dans le cadre du Groupe de travail des ONG sur la situation des petites filles, l'organisation a pris l'initiative d'organiser un programme d'orientation pour les jeunes élèves participant aux cinquante-quatrième, cinquante-cinquième et cinquante-sixième sessions de la Commission de la condition de la femme au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York. Pour le programme d'orientation le plus récent, l'organisation a collaboré avec l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme (ONU-Femmes). À la cinquante-septième session de la Commission, elle a codirigé le tribunal de filles du Groupe de travail des ONG sur la situation des petites filles dans lequel des filles venant de sept pays ont présenté des témoignages sur le militantisme et la sensibilisation en faveur de la prévention de la violence à l'égard des filles. Elle a travaillé avec le Directeur adjoint chargé des programmes d'ONU-Femmes pour garantir le succès de ce tribunal.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation accorde un intérêt particulier aux objectifs 2 et 3. Son programme vise principalement à instruire les élèves au sujet de l'écart entre les sexes dans l'éducation et à les aider à récolter des fonds pour financer les études des filles dans les écoles partenaires. Depuis 2003, l'organisation a assuré plus de 250 000 dollars pour l'éducation des filles. Grâce à ces fonds, les filles obtiennent des bourses et des fournitures scolaires et les écoles peuvent recruter davantage d'enseignants, construire des installations sanitaires et payer le transport des filles à l'école. L'organisation a collaboré avec d'autres ONG pour désigner le 11 octobre comme Journée internationale de la petite fille. En 2012, la première Journée internationale de la petite fille a été célébrée dans le cadre d'un sommet virtuel à l'adresse www.dayofthegirl.com, coparrainé par l'organisation.

8. Girls' Power Initiative

Statut consultatif spécial : 2001

Introduction

Girls' Power Initiative est une organisation non gouvernementale à but non lucratif consacrée au développement des jeunes. Depuis sa création en 1993, l'organisation vient en aide aux filles, scolarisées ou non, âgées de 10 à 18 ans au Nigéria afin de leur permettre d'accéder à des informations et à une éducation dans les domaines de la sexualité, du leadership et à d'autres compétences en gestion de la vie, compte tenu des disparités entre les sexes. L'organisation s'emploie à promouvoir et à protéger la santé et les droits de ces filles, notamment en matière de sexualité et de procréation.

Objectifs et mission

L'organisation a pour mandat d'aider les jeunes, en particulier les adolescentes, à vivre une vie saine, à réaliser pleinement leur potentiel et à devenir des femmes d'influence dans la société de demain, ainsi que de les aider à vaincre les risques de l'activité sexuelle précoce et forcée, des grossesses pendant l'adolescence, des avortements non médicalisés, des maladies sexuellement transmissibles, y compris le VIH/sida, et des pratiques culturelles néfastes.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Pendant la période considérée, l'organisation a promu un programme télévisé intitulé *The Girl Child* (la petite fille), qui éclaire le public sur les questions de santé et de droit et les sujets de préoccupation relatifs à l'égalité des sexes et à la situation sociale en matière de sexualité humaine dans l'État de Cross River au Nigeria. En 2010, l'organisation a réalisé et publié un travail de recherche sur la prévalence des sévices sexuels dans le district sénatorial du sud de l'État de Cross River et en octobre 2009, le bureau de l'organisation au Bénin a organisé la réunion inaugurale consacrée aux activités Sud-Sud dans la zone, à l'occasion de l'examen après 15 ans de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a assisté aux réunions suivantes : cinquante-troisième session de la Commission de la condition de la femme, tenue à New York en 2009; cinquante-quatrième session de la Commission, tenue à New York en 2010, au cours de laquelle elle a organisé une table-ronde sur l'éducation sexuelle complète en tant que moyen de réaliser l'égalité entre les sexes; cinquante-cinquième session de la Commission, tenue à New York en 2011, au cours de laquelle elle a organisé la présentation d'une vidéo sur la traite des êtres humains et participé à une présentation de groupe sur l'organisation en tant que bonne pratique; cinquante-sixième session de la Commission, tenue à New York en 2012; et huitième Conférence régionale africaine sur les femmes, tenue à Banjul en novembre 2009.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a participé à la deuxième conférence nationale de planification de la famille organisée par le Fonds des Nations Unies pour la population et tenue à Abuja en novembre 2012 et contribué au document final de la conférence.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a formé 24 agents des services de répression et des fonctionnaires du Ministère de la justice à la nécessité de protéger les filles et les femmes contre la violence sexuelle et les infractions connexes dans l'État de Cross River (Nigéria), en 2010; organisé l'atelier d'information du Gender Development Institute pour sensibiliser les parties prenantes à la problématique hommes-femmes et à la nécessité de transversaliser cette problématique dans les programmes de lutte contre le VIH/sida dans l'État de Cross River en décembre 2011; dispensé une formation à 30 prestataires de soins de santé sur les services adaptés à la jeunesse afin d'assurer des soins plus efficaces aux jeunes, surtout aux filles, en avril 2012; et organisé des concours pour marquer la Journée internationale d'action pour la santé des femmes et la journée nationale de l'enfance, en mai 2012.

9. Global Environmental Action

Statut consultatif spécial : 2001

Introduction

Global Environmental Action est une organisation non gouvernementale parrainée principalement par des entreprises industrielles privées du Japon.

Objectifs et mission

L'organisation vise à éclairer l'état de l'environnement mondial et la crise à laquelle il fait face en organisant des conférences et des réunions à tous les niveaux et des manifestations parallèles aux conférences des Nations Unies portant sur les mêmes sujets.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Global Environmental Action organise diverses réunions internationales sur l'environnement et élabore des mesures et des propositions de politiques viables dans le domaine de l'environnement mondial et du développement durable. Les principales activités menées par l'organisation pendant la période considérée sont : a) réunion d'organisations à but non lucratif et d'ONG sur le recours à des technologies novatrices et à une collaboration régionale adaptée à la situation du continent pour favoriser la croissance économique et atténuer les effets du réchauffement climatique en Asie, tenue en octobre 2009 à Tokyo, à laquelle ont assisté des organisations venant de l'Inde, du Népal, des Philippines et du Sri Lanka; b) conférence internationale sur la promotion de technologies et de

politiques visant à édifier une société à faible consommation de carbone, tenue en octobre 2009 à Tokyo, afin de lancer un dialogue politique de haut niveau entre les parties intéressées dans le but de promouvoir la réalisation d'innovations technologiques et de nouvelles politiques pour édifier une société à faible consommation de carbone; c) colloque sur la conservation et l'utilisation viable de la biodiversité, tenu en septembre 2010 à Nagoya (Japon), auquel ont participé des experts venus de l'Indonésie, du Japon, des Philippines et de la Thaïlande; et d) conférence internationale sur l'édification de sociétés viables grâce à la reconstruction et sur la collaboration avec la communauté internationale pour reconstruire le Japon, tenue en octobre 2011, à Tokyo.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a assisté à la manifestation organisée en marge de la quinzième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques sur le thème « Low-carbon Asia, visions and actions » (perspectives et initiatives pour un faible taux de carbone en Asie), tenue à Copenhague en décembre 2009, et participé à la manifestation organisée en parallèle à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable sur la collaboration et le dialogue concernant l'éthique, la durabilité et la Charte de la Terre, tenue à Rio de Janeiro (Brésil), en juin 2012.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

La conférence internationale de l'organisation sur la promotion des technologies et des politiques visant à ériger une société à faible consommation de carbone a été organisée en étroite collaboration avec l'Université des Nations Unies (UNU), le PNUD et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) à Tokyo, en octobre 2009. À la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, tenue en juin 2012, l'organisation a installé le Pavillon du Japon en collaboration étroite avec l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, le Centre international d'écotechnologie du PNUE, le PNUD, l'Institut de l'Université des Nations Unies pour la durabilité et la paix et l'Organisation internationale des bois tropicaux.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation appuie les objectifs du Millénaire pour le développement, surtout dans la mesure où ils assurent la durabilité de l'environnement. À diverses occasions, au cours des conférences internationales énumérées ci-dessus, elle a élaboré et diffusé des propositions de politiques et des contre-mesures pour le règlement des problèmes de l'environnement dans le monde.

10. Global Helping to Advance Women and Children

Statut consultatif spécial : 2009

Introduction

Global Helping to Advance Women and Children travaille aux Nations Unies et dans des pays du monde entier pour assurer une vie meilleure aux femmes, aux enfants et aux familles. L'organisation a une mission à la fois éducative et humanitaire. Elle s'intéresse à tous les domaines d'activité du Conseil économique et social du fait que tous ces domaines touchent les femmes, les enfants et les familles.

Objectifs et mission

L'organisation vise les objectifs suivants : a) renseigner les États Membres de l'Organisation des Nations Unies, les ONG, les responsables de la fonction publique et les organisations de la société civile au sujet des objectifs et des activités de l'ONU et de ses organes subsidiaires et élaborer des projets et des programmes qui contribuent à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement; b) conseiller les décideurs aux niveaux international, national et local pour les aider à élaborer des politiques et des programmes qui permettent d'autonomiser durablement les femmes, les enfants et les familles et de leur assurer une vie saine et productive; c) sensibiliser le public et la société civile aux nouvelles questions qui touchent les femmes, les enfants et les familles et mobiliser des personnes, des groupes et des communautés pour défendre les droits des enfants.; et d) s'employer avec les responsables gouvernementaux, les décideurs et la société civile à tous les niveaux à organiser une politique publique qui aide les femmes, les enfants et les familles à s'épanouir.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Au cours des quatre dernières années, l'organisation s'est employée, aux Nations Unies et dans des pays du monde entier, à améliorer les conditions de vie des femmes, des enfants et des familles grâce à ses missions d'éducation et d'assistance humanitaire. À titre d'exemple, elle a conclu un partenariat avec Acenda, organisation à but non lucratif qui réussit à placer les orphelins dans des familles d'accueil au Mozambique, et collaboré avec Care for Life pour promouvoir et financer le programme de protection de la famille, méthode intégrée de développement communautaire qui met l'accent sur l'autonomisation de la famille par l'éducation, l'orientation et le changement de comportement. Afin de briser le cycle de la pauvreté, le programme apprend aux familles la manière dont elles peuvent avoir une vie meilleure dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'hygiène, de la sécurité alimentaire, de la nutrition, du sanitaire, de la création de revenus, de l'amélioration du logement, du bien-être psychique et de la participation communautaire.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé aux réunions suivantes, notamment : cinquante-troisième session de la Commission de la condition de la femme, tenue à New York en 2009, en marge de laquelle l'organisation a organisé une manifestation sur le thème « Mothers for orphans » (des mères pour les orphelins), où elle a exploré des modèles viables de prise en charge d'orphelins par des femmes dans le cas d'orphelins du sida du Mozambique; cinquante-quatrième session de la Commission, tenue en 2010, au cours de laquelle l'organisation a parrainé une manifestation parallèle avec les gouvernements de l'Iran (République islamique d'), du Nigéria, du Qatar, de Sainte-Lucie et de la République arabe syrienne sur la reconnaissance du rôle crucial des mères dans la société; cinquante-cinquième et cinquante-sixième sessions, tenues en 2011 et 2012, respectivement; quarante-deuxième à la quarante-cinquième sessions de la Commission de la population et du développement, tenues à New York; et quarante-huitième à cinquantième sessions de la Commission du développement social, tenues à New York en 2010, 2011 et 2012, respectivement. En 2011, l'organisation a assisté à la Réunion de haut niveau consacrée à un examen approfondi des progrès accomplis dans la réalisation de la Déclaration d'engagement sur le VIH/sida et de la Déclaration politique sur le VIH/sida, tenue à New York, et à la Réunion de haut niveau sur la jeunesse, tenue à New York également.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune coopération n'a été signalée.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Aucune initiative n'a été signalée.

11. Global Rights

Statut consultatif spécial : 1989

Introduction

Fondée en 1978, Global Rights est une organisation internationale de renforcement des capacités en matière des droits de l'homme qui travaille aux côtés de militants locaux en Afrique, en Asie et en Amérique latine pour promouvoir et protéger les droits des populations marginalisées.

Objectifs et mission

Grâce à un large éventail d'activités d'assistance technique et de formation, l'organisation dote les partenaires de meilleurs moyens d'enregistrer et d'exposer les violations des droits de l'homme, mène des campagnes de sensibilisation et de mobilisation, encourage aux réformes judiciaires et politiques et fournit des services d'assistance juridique et parajuridique. Elle a administré des programmes visant à rendre ses partenaires plus aptes à promouvoir et protéger les droits de l'homme par l'intermédiaire de ses bureaux en Afghanistan, en Bosnie-Herzégovine, au Burundi, en Inde, au Maroc, au Népal, au Nigeria, en République démocratique du Congo, et en Sierra Leone et de ses programmes et initiatives lancés de son bureau à

Washington et exécutés au Congo, aux États-Unis, en Guinée, au Liberia, en Mongolie, et en Amérique latine.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Global Rights a mené les activités suivantes : elle a amélioré l'accès à la justice des personnes pauvres et marginalisées et promu les droits des femmes en aidant les partenaires locaux à mieux comprendre le droit relatif aux droits de l'homme et à utiliser des mécanismes juridiques pour protéger les droits de l'homme et promouvoir l'état de droit en Afghanistan; elle a amélioré l'accès à la justice des victimes de conflits fonciers et de violations graves des droits de l'homme, y compris la violence sexuelle et sexiste, au Burundi; elle a œuvré pour assurer l'égalité raciale et ethnique aux personnes d'ascendance africaine et aux autochtones en Amérique latine; elle a doté les partenaires locaux de meilleurs moyens de mener des campagnes de sensibilisation aux droits des femmes et facilité la création de réseaux et la collaboration entre les ONG au Maghreb; elle a lancé une formation parajuridique et un programme d'accompagnement au tribunal pour les femmes et formé des militants au signalement des violations des droits de l'homme perpétrés à l'encontre des lesbiennes, des gays, des bisexuels, des transgenres et des intersexués au Nigeria et réalisé un projet pilote en faveur des communautés touchées par l'extraction des ressources naturelles à Zamfara (Nigeria); a rendu les partenaires plus aptes à promouvoir les droits fondamentaux des lesbiennes, des gays, des bisexuels, des transgenres et des intersexués en Sierra Leone; et a œuvré avec les organisations locales pour élaborer des programmes de prestation de services parajuridiques et faire mieux connaître les droits de l'homme en Ouganda et organisé une réunion panafricaine de spécialistes dans ce domaine venus de 20 pays pour échanger les bonnes pratiques, notamment.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé aux réunions suivantes, notamment : Conférence d'examen de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Durban, tenue du 20 au 24 avril 2009 à Genève; troisième et cinquième sessions du Forum sur les questions relatives aux minorités, tenues à Genève en décembre 2010 et en novembre 2012, respectivement; examen périodique universel du Maroc par le Conseil des droits de l'homme, à Genève, en mai 2012; quarante-septième session du Comité contre la torture, tenue à Genève, du 31 octobre au 25 novembre 2011.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Global Rights a présenté, en collaboration avec des partenaires congolais, un rapport de la société civile sur les violations des droits de l'homme survenues dans les communautés productrices de pétrole à la cinquième session de l'examen périodique universel, tenue à Genève, du 4 au 15 mai 2009.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Cible 3.A : amélioration de l'accès à l'éducation des jeunes femmes dans les facultés de droit et de sharia grâce à des cours de perfectionnement et des bourses de droit et élargissement des programmes de manière à y inclure l'étude des droits des femmes en Afghanistan; cible 7.A : formation au Congo sur la lutte contre les injustices provoquées par l'extraction des ressources naturelles (2009), formation en Guinée sur les nouvelles normes relatives à l'exploitation des ressources naturelles consistant à aider les partenaires à rassembler des informations sur l'incidence de la production de pétrole sur les communautés locale (2011), organisation de réunions avec les diverses parties prenantes à Zamfara (Nigeria) afin de détecter les problèmes locaux causés par l'exploitation minière artisanale (2011).

12. Global Volunteer Network Foundation

Statut consultatif spécial : 2009

Introduction

Global Volunteer Network Foundation est une organisation à but non lucratif enregistrée aux États-Unis et qui assure la collecte des fonds pour une importante association bénévole, Global Volunteer Network, établie à Wellington, en Nouvelle-Zélande.

Objectifs et mission

L'association appuie les activités caritatives et éducatives d'organisations communautaires locales en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Ses activités se concentrent actuellement sur le soutien d'organisations qui viennent en aide aux femmes et aux enfants.

Changements à signaler

L'organisation était initialement enregistrée dans l'État du Colorado. Depuis le 20 décembre 2011, elle est établie en Ohio.

Contribution à des activités des Nations Unies

En termes de financement, pendant la période considérée, l'organisation a accordé plus de 800 000 dollars à des organisations locales œuvrant pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement dans 16 pays en Afrique, en Asie, en Amérique latine et dans les Caraïbes. En termes de sensibilisation, l'organisation a travaillé directement avec 514 organisateurs de dîners bénévoles dans le cadre de la campagne mondiale « Eat so they can » (mangez pour aider à vaincre la faim) qui a lieu pendant le weekend qui suit la Journée mondiale de l'alimentation. Grâce à cette campagne, des milliers de personnes du monde entier ont été sensibilisées à l'importance de la lutte contre la pauvreté et la faim. Au cours de la période considérée, l'organisation a en outre appris à plus de 40 stagiaires à mesurer l'importance du travail pour la réalisation des objectifs. Chacun de ces stagiaires est désormais chargé d'un projet particulier et reçoit des informations détaillées sur la manière dont le projet contribue à la réalisation des objectifs. Au cours des quatre dernières années, l'organisation a

collaboré étroitement avec le Global Volunteer Network pour le recrutement, la préparation et le placement de plus de 5 000 volontaires internationaux sur des projets locaux dans 20 pays du monde entier.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a assisté au lancement d'ONU-Femmes en juillet 2010 et à la soixante-cinquième session de l'Assemblée générale à New York en septembre 2010. Elle a également assisté à la cinquante-cinquième session de la Commission de la condition de la femme, tenue à New York en 2011.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a offert l'occasion aux représentants de l'UNICEF et de l'UNESCO en Nouvelle-Zélande de prendre la parole à ses conférences intitulées « Be the change » (soyez le changement) en 2010, 2011 et 2012. Elle a également demandé des statistiques et des informations à diverses entités des Nations Unies afin d'informer et d'éduquer les donateurs et les volontaires. Elle a récemment conclu un partenariat avec le Global Poverty Project aux États-Unis aux côtés d'organismes des Nations Unies, y compris l'UNICEF.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Au cours de la période considérée, l'activité de l'organisation a porté essentiellement sur la contribution à la réalisation des objectifs 1 à 4 :

- Objectif 1 : L'organisation a octroyé des dons à des organisations locales en Éthiopie, au Kenya, au Népal, en Ouganda, au Pérou, aux Philippines et au Rwanda pour appuyer des programmes d'alimentation, des projets agricoles et des projets locaux de création de revenus;
- Objectif 2 : l'organisation a octroyé des dons à des organisations locales au Kenya, en Ouganda et au Pérou pour appuyer des programmes de repas dans les écoles primaires qui contribuent à augmenter la fréquentation scolaire;
- Objectif 3 : l'organisation a octroyé des fonds pour aider les organisations partenaires à réaliser des programmes sur l'égalité des sexes au Népal et au Pérou et à créer des débouchés créateurs de revenus pour les femmes au Kenya, en Ouganda et au Pérou;
- Objectif 4 : l'organisation a pourvu des dons pour aider à améliorer la santé et l'hygiène infantiles en Afrique du Sud, en Haïti, au Kenya, au Népal, au Pérou et au Viet Nam.

13. Réseau global Action jeunesse

Statut consultatif spécial : 2005

Introduction

Le Réseau global Action jeunesse est une organisation à but non lucratif fondée en 1996 et enregistrée dans l'État de New York. L'organisation vise à promouvoir la participation des jeunes et les partenariats intergénérationnels dans

les prises de décision mondiales; à appuyer la collaboration entre différentes organisations de jeunes; et à fournir des instruments, des ressources et une reconnaissance en faveur d'une action positive de la jeunesse.

Objectifs et mission

L'organisation s'emploie à sensibiliser les jeunes et les organisations de jeunes à certaines questions mondiales et à partager informations et ressources afin de leur permettre de devenir des leaders d'opinion dans leur communauté et dans leur pays. Elle diffuse des informations sur les activités des Nations Unies auprès de ses membres et de son réseau par le biais de blogues, de bulletins d'information, de publications et de documents imprimés.

Changements à signaler

La gestion des comptes de la Global Youth Coalition on HIV/AIDS faisait partie du mandat de l'organisation. En 2012 toutefois, cette tâche a été attribuée à l'Institut de la santé publique, mais l'organisation continue de fournir un appui technique et promotionnel à la coalition.

Contribution à des activités des Nations Unies

En tant que grand défenseur du droit des jeunes de faire entendre leur voix, l'organisation fournit une accréditation et un appui logistique aux jeunes qui assistent à des manifestations et réunions des Nations Unies.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé aux réunions suivantes : Conférence des Nations Unies sur le développement durable, tenue à Rio de Janeiro (Brésil), en juin 2012; réunion des parties prenantes de l'initiative Youth 21 : Building for Change et Global Youth Leadership Forum on Inclusive Democratic Governance, co-organisés par le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) et le PNUD et tenus en mars 2012 à Nairobi; soixante-quatrième Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales sur le thème « Sociétés durables; citoyens réceptifs », tenue à Bonn (Allemagne), du 3 au 5 septembre 2011, à laquelle l'organisation a servi de rapporteur des jeunes pour le FNUAP; Réunion de haut niveau sur la jeunesse, tenue les 25 et 26 juillet 2011 à New York; sessions de la Commission du développement durable, de la Commission de la condition de la femme, de l'Instance permanente sur les questions autochtones, de la Commission de la population et du développement, de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques et du Forum des Nations Unies sur les forêts.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a assisté à des réunions de la United Nations Joint Framework Initiative on Children, Youth and Climate Change (initiative-cadre conjointe des Nations Unies sur les enfants, les jeunes et le changement climatique) et contribué à *Growing Together in a Changing Climate*, ouvrage publié en 2009. Elle a collaboré avec le FNUAP dans le cadre du Conseil consultatif mondial de la jeunesse à New York, en mai 2011, servi de rapporteur des jeunes à la Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales tenue à

Bonn (Allemagne), en septembre 2011 et comme membre de comité directeur au Forum mondial sur la jeunesse de la Conférence internationale sur la population et le développement au-delà de 2014, tenu à Bali (Indonésie), en décembre 2012. Elle a également fait partie du groupe de travail sur les jeunes dirigeants de la Conférence internationale sur la population et le développement au-delà de 2014 pour s'assurer du suivi de la Déclaration du Forum mondial des jeunes, adoptée à Bali.

L'organisation collabore avec ONU-Habitat pour échanger et promouvoir des informations au sujet de ses projets pour la jeunesse par l'intermédiaire du site Web de YouthMovements. Elle est en outre en train de mettre en œuvre un projet au Mexique pour aider les familles à réduire leur consommation de carburant, à améliorer leur état de santé et à éviter la déforestation de leur milieu local.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

En collaboration avec TakingITGlobal, l'organisation a élaboré un guide de la jeunesse vers l'action en faveur de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement qui est disponible en anglais, en français, en espagnol, en allemand et en néerlandais. La page consacrée aux initiatives du site Web de TakingITGlobal (www.tigweb.org/action-tools/initiatives) a été mise au point de manière à permettre aux jeunes de créer gratuitement des espaces en ligne pour leurs projets concernant les objectifs. Son cours en ligne Its Sprout (<http://sprout.tigweb.org>) fournit aux jeunes dirigeants un accès mondial à la formation dans les compétences de base, y compris la constitution d'équipes, la gestion de projets, les communications et la mise à profit de la technologie pendant qu'ils imaginent, planifient et élaborent leurs projets d'innovation sociale. Ce cours fonctionne dans le cadre de YouthMovements, programme collaboratif visant à répertorier les projets dirigés et appuyés par les jeunes membres d'organisations de la société civile et à les classer par objectif.

14. Conseil grec des réfugiés

Statut consultatif spécial : 2001

Introduction

Le Conseil grec des réfugiés est une organisation non gouvernementale grecque créée en 1989 dans le but d'aider les demandeurs d'asile et les réfugiés en Grèce. Établie à Athènes, l'organisation a un bureau auxiliaire à Thessalonique.

Objectifs et mission

L'organisation a pour objectif de promouvoir les droits des réfugiés, conformément à la Convention relative au statut des réfugiés et au Protocole relatif au statut des réfugiés, et celui des personnes qui ont besoin d'une protection internationale au titre du droit international, du droit de l'Union européenne et de leur législation nationale. L'organisation s'intéresse aussi à d'autres catégories de personnes de pays tiers, notamment aux groupes vulnérables tels que les mineurs non accompagnés victimes de traite et de torture. L'organisation mène les activités suivantes, notamment : a) par l'intermédiaire de son groupe des services sociaux, elle conseille et oriente les demandeurs d'asile, les réfugiés et les autres personnes

vulnérables; b) son service juridique assure une aide gratuite aux demandeurs d'asile ou à ceux qui souhaitent déposer une demande d'asile en les représentant devant les tribunaux nationaux et internationaux et devant le Comité de l'asile; c) son centre multiculturel propose des activités éducatives et culturelles aux demandeurs d'asile et aux réfugiés; et d) elle promeut les droits des réfugiés en participant à des comités juridiques et à des activités de sensibilisation pour influencer et améliorer le cadre juridique et les procédures d'asile actuels, encourager la coopération avec les parties prenantes nationales et internationales, organiser des séminaires à l'intention de la police, de l'administration locale, des procureurs et des magistrats et mener des campagnes de sensibilisation dans les écoles et les institutions d'enseignement.

Changements à signaler

En mars 2011, l'assemblée générale du Conseil grec des réfugiés a décidé d'élargir le domaine d'action de l'organisation pour y inclure les groupes de personnes venant de pays tiers et appartenant à l'une des catégories suivantes : mineurs non accompagnés, victimes de traite et victimes de torture.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a pour mission d'aider les personnes qui ont besoin d'une protection internationale. Par conséquent, elle travaille sur la mise en œuvre de l'aspect social et de l'aspect relatif aux droits de l'homme du programme du Conseil économique et social, en mettant l'accent sur le soutien des groupes vulnérables, notamment des mineurs non accompagnés, des victimes de traite et de violence raciste et des parents célibataires.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune participation n'a été signalée.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation est depuis longtemps partenaire du HCR en Grèce. Outre l'échange d'informations sur la situation des réfugiés en Grèce pendant la période considérée, l'organisation a coopéré avec le Haut-Commissariat sur la question de l'assistance juridique aux demandeurs d'asile et leur représentation dans le cadre du projet de réforme du droit d'asile en Grèce et sur le projet relatif à l'intégration locale des réfugiés et des demandeurs d'asile en Grèce.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Aucune activité n'a été signalée.

15. Conseil d'archevêché orthodoxe grec d'Amérique du Nord et du Sud

Statut consultatif spécial : 1985

Introduction

Le Conseil d'archevêché orthodoxe grec d'Amérique du Nord et du Sud est une organisation internationale dont les membres sont des particuliers et des organisations au Canada, aux États-Unis d'Amérique, en Amérique centrale et en Amérique du Sud. Institution à vocation familiale et humanitaire, l'organisation est financée par les cotisations de ses quelque 325 000 adhérents. Elle soutient des programmes dans des pays en développement tels que l'Éthiopie, le Ghana, l'Indonésie, le Kenya, l'Ouganda, la République de Corée et la République-Unie de Tanzanie.

Objectifs et mission

S'intéressant aux principes des Nations Unies relatifs au maintien de la paix et de la sécurité dans le monde, l'organisation œuvre avec les nations du monde pour promouvoir l'amélioration de la protection sociale, de l'éducation et de la santé; le respect des libertés et des droits fondamentaux; l'amélioration de la condition de la femme; la protection de l'environnement; l'éradication de la pauvreté; la lutte contre le racisme et la discrimination raciale dans le monde; et la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement d'ici à 2025.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

En tant que membre du Comité du développement social, l'organisation a aidé à l'organisation des forums annuels de la société civile qui ont précédé les quarante-septième à cinquantième sessions de la Commission du développement social au Siège de l'Organisation des Nations Unies. En association avec le Président de l'Assemblée générale, elle a participé à l'organisation de la Semaine mondiale de l'harmonie interconfessionnelle en 2011 et 2012. En 2009 et 2010, elle a organisé et parrainé à l'intention de la communauté des Nations Unies les services religieux précédant l'ouverture de la session de l'Assemblée dans la cathédrale de l'Archevêché grec orthodoxe à New York. L'organisation est également membre du conseil d'administration du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme, du groupe des ONG de la Commission de la condition de la femme, du Comité des organisations non gouvernementales pour la famille et de la Conférence des organisations non gouvernementales ayant des relations consultatives avec les Nations Unies.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé aux réunions suivantes : quarante-septième session de la Commission du développement social, tenue à New York en février 2009; quarante-huitième session de la Commission, tenue en février 2010, au cours de laquelle elle a fait des déclarations orales sur le thème prioritaire de la réinsertion

sociale; et quarante-neuvième et cinquantième sessions, en février 2011 et en février 2012, respectivement, au cours desquelles elle a fait des déclarations orales sur les thèmes de l'élimination de la pauvreté et de la famille; cinquante-troisième à cinquante-sixième sessions de la Commission de la condition de la femme, tenues en 2009, 2010, 2011 et 2012, respectivement; dialogue thématique de l'Assemblée générale sur la traite des êtres humains, tenu à New York le 13 mai 2009; Conférence des Nations Unies sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement, tenue à New York du 24 au 26 juin 2009; et quarante-quatrième session du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, tenue à New York du 20 juillet au 7 août 2009. L'organisation a également participé à la soixante-quatrième Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales, tenue à Bonn (Allemagne), en septembre 2011.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a mis en place des centres médicaux, des écoles et des centres sociaux en Albanie, aux États-Unis (Alaska), au Guatemala, au Kenya, à Madagascar, en Ouganda, en République de Corée, et en République-Unie de Tanzanie, en coopération avec l'OMS, l'UNESCO et l'UNICEF. En outre, elle a versé 102 682 dollars sur le fonds consacré au secours d'Haïti au lendemain du séisme; elle a envoyé des trousse de traitement contre le choléra et la dysenterie au Pakistan en 2010; en partenariat avec International Orthodox Christian Charities, elle a envoyé des chaises roulantes en Géorgie et au Zimbabwe pour les enfants handicapés; elle a fourni nourriture et literie aux familles syriennes déplacées; elle a assuré des microcrédits pour la création d'entreprises en Bosnie; et contribué à hauteur de 1,3 million de dollars en aide médicale à la Grèce et en matériel médical et en médicaments au Zimbabwe. En partenariat avec International Orthodox Christian Charities, l'organisation a exécuté un programme pilote en Éthiopie afin de traiter la podoconiose et d'informer la population au sujet de cette maladie des vaisseaux lymphatiques des membres inférieurs causée par l'exposition chronique à des sols irritants.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a lancé le programme de lutte contre le VIH-sida financé par la United States Agency for International Development, en partenariat avec International Orthodox Christian Charities et l'Église éthiopienne en Éthiopie, assurant une formation à la prévention contre le VIH/sida à 7 millions de personnes et dotant la population des moyens lui permettant d'échapper à la pauvreté. En partenariat avec International Orthodox Christian Charities et l'Université de Maryland, l'organisation apporte une assistance technique aux agriculteurs ruraux pour les aider à accroître leurs revenus et à assurer une alimentation à leurs familles en Albanie, au Monténégro et au Kosovo.